



Commissariat
aux langues
officielles

Office of the
Commissioner of
Official Languages

PUBLICATIONS

Accueil > Publications > Infoaction > Infoaction, avril 2003, volume 8, n^o 3

Infoaction, avril 2003, volume 8, n^o 3

- Un mot de la commissaire
- Les bons ingrédients pour relancer la dualité linguistique canadienne
- Nouveau virage, nouvelle approche
- Un simple appel qui fait une différence
- Prix de l'Association canadienne de traductologie
- Ça se vit au quotidien
- Une fédération à l'avant-garde
- Un nouveau centre de référence
- La diversité canadienne : dans quelles langues?
- Rencontre
- Lire pour le plaisir
- Des chiffres qui lancent un signal
- Le gouvernement et l'utilisation de la presse minoritaire
- Publications récentes
- Une première
- On s'inspire de l'expérience canadienne
- Prix du Commissariat aux langues officielles – Meilleur reportage
- Les guichets uniques : une voie prometteuse
- Avant le point final

• Version PDF

Coordination : Gilles Thériault
Rédaction : Monique Cousineau
Collaboration à la rédaction :
Stéphanie Côté
Rédactrice-conseil : Catherine
Scott
Traduction vers le français et
l'anglais : Bureau de la
traduction
Révision anglaise : Colin
Morton
Révision française : Adine
Béraud-Middlestead, Sandra
Démsthènes
Infographie : Zsuzsanna Liko
Visual Communication Inc.
Édifice Canada,
344, rue Slater
3^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0T8
Téléphone sans frais : 1 877
996-6368
Télécopieur : (613) 943-2255
ISSN 1203-0996
Courrier électronique :
message@ocol-clo.gc.ca
Site Web : www.ocol-clo.gc.ca

Un mot de la Commissaire

Au lendemain de la publication des données du recensement de 2001 portant sur l'origine ethnique, un article* de Kelly Egan, journaliste au Ottawa Citizen, a particulièrement attiré mon attention et piqué mon intérêt. D'après M. Egan, ces plus récentes données nous renseignent sur la page d'histoire que le Canada est en train d'écrire. En effet, le portrait « ethno-culturel » du pays n'est plus le même. Par conséquent, comment la population de demain définira-t-elle son identité canadienne? À prime abord, je répondrais que l'identité canadienne connaît un élément permanent : elle se fonde sur une dualité linguistique qui accepte la diversité, peu importe les mutations démographiques qui l'affectent.

Il n'y a pas de doute que le Canada est en pleine mutation et qu'il est devenu une société multilingue en raison du nombre grandissant d'immigrants n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle. La proportion de personnes nées à l'étranger a atteint son niveau le plus élevé depuis 70 ans : 10 p. 100 de la population totale. Les membres de minorités visibles ont triplé depuis 1981 et ont atteint 4 millions en 2001. Il y a maintenant plus de 100 langues parlées au pays.

En tant que commissaire aux langues officielles, je me dois de partager le fruit de ma réflexion quant à ces données du recensement. Je suis convaincue que, si le Canada a su créer une société pluraliste unique, c'est notamment parce que la dualité linguistique est l'un des fondements de la fédération canadienne. S'il n'y

avait eu le bilinguisme, la société de tolérance et de diversité qui est la nôtre n'aurait pu advenir de la même façon. Je crois que notre expérience du bilinguisme nous permet d'affronter avec une longueur d'avance et aisance un monde complexe. Nous constatons par les nouvelles données du recensement que l'idée de deux solitudes linguistiques et d'une multitude de collectivités ethniques fermées correspond de moins en moins à la réalité. La façon dont les gens jonglent avec les langues et les identités en est la meilleure preuve. L'intersection entre les langues officielles et la diversité est un carrefour de plus en plus animé, et nous devrions tous nous en réjouir. Il faut tout de même veiller à ne pas oublier les piliers que sont le français et l'anglais au sein de la demeure canadienne.

Conséquemment, si le gouvernement canadien veut assurer la gouvernance fructueuse de la diversité au Canada, il doit veiller à ce que notre aptitude à assumer la dualité linguistique de notre pays soit perpétuée.

Le Commissariat aux langues officielles a, à son agenda, plusieurs autres dossiers tout aussi importants, notamment la langue de travail au sein de la fonction publique, la suite aux recommandations de la Commission Romanow, la réalisation du plan d'action du gouvernement fédéral dans le domaine des langues officielles élaboré par le ministre Stéphanie Dion, l'accès à la justice (un enjeu de taille), les réseaux de guichets uniques mis sur pied par le gouvernement du Canada. Le présent numéro d'INFOACTION vous trace les grandes lignes de ces dossiers.

* Kelly Egan : « *I am a Canadian. But what does that mean?* », The Ottawa Citizen, 25 janvier 2003, p B1.

Les bons ingrédients pour relancer la dualité linguistique canadienne

Au moment de mettre le point final à ce numéro d'INFOACTION, la commissaire prenait connaissance du plan d'action pour les langues officielles. Ce plan a été présenté le 12 mars dernier, par le gouvernement fédéral, après presque deux ans de travaux intensifs. Intitulé « *Le prochain acte : un nouvel élan pour la dualité linguistique canadienne* », le plan comprend trois axes d'action : l'éducation, le développement des communautés de langue officielle et le bilinguisme au sein de la fonction publique fédérale. Le plan est assorti d'un cadre d'imputabilité et de coordination qui vise à conscientiser toutes les institutions fédérales, à renforcer les mécanismes de consultation auprès des communautés et à établir une coordination d'ensemble du processus gouvernemental en matière de langues officielles. L'ensemble du plan représente un investissement de 751 millions de dollars, répartis sur cinq ans.

La commissaire accueille ce plan avec satisfaction mais précise que le travail n'est pas terminé. « Les ingrédients sont maintenant rassemblés pour relancer le programme des langues officielles, mais c'est à la lumière des résultats concrets que nous pourrions réellement mesurer l'efficacité et l'impact de ce plan », a souligné madame Adam, qui demande un plan global de redressement des langues officielles depuis le dépôt de son premier rapport annuel en octobre 2000. « La prochaine étape -- celle qui est à la fois la plus importante et la plus exigeante -- est de mettre en oeuvre ce plan. Les Canadiens et Canadiennes veulent voir des résultats concrets, mesurables et durables. Pour y arriver, le gouvernement devra redoubler d'efforts et je serai là pour agir comme catalyseur et pour veiller à ce que le leadership fédéral reste sur sa trajectoire », a conclu la commissaire.

Nouveau virage, nouvelle approche : de la théorie à la pratique

L'heure est au virage et ça presse! C'est là l'essence d'un message non équivoque qu'a livré l'honorable Lucienne Robillard, présidente du Conseil du Trésor, à l'égard de la langue de travail dans la fonction publique fédérale. Elle a adressé ce message aux chefs de file de l'administration publique lors d'un colloque sur la langue de travail organisé par le Conseil fédéral du Nouveau-Brunswick à Dieppe le 6 novembre 2002.

Madame Robillard a rappelé avec fermeté que la fin mars 2003 serait la date à laquelle les gestionnaires devront obligatoirement satisfaire au profil linguistique de leur poste. Qu'advient-il si les gestionnaires ne satisfont pas aux exigences à cette date? La présidente du Conseil du Trésor répond de façon claire et nette : « Ils devront en subir les conséquences. J'estime qu'il s'agit là d'un indicatif pour

les superviseurs à savoir qu'ils doivent faire des langues officielles une priorité au niveau de leur carrière et, pour le gouvernement, de s'assurer que les services sont disponibles pour réaliser ses objectifs ».

La ministre Robillard estime que l'heure est au changement et qu'au XXI^e siècle, une fonction publique moderne doit aller au-delà de la conformité aux règles. La fonction publique n'a pas de choix : elle doit pleinement intégrer les valeurs auxquelles adhèrent les citoyens et citoyennes, dont la dualité linguistique. La ministre est d'avis que pour être représentative de la population, la fonction publique doit modifier son approche face aux langues officielles. Elle se demande pourquoi une « fonction publique visant l'excellence oublie parfois si facilement l'excellence dans ses propres rangs ». Madame Robillard estime donc qu'il est temps d'agir pour corriger une situation qui perdure. Près de 35 ans après l'adoption de la *Loi sur les langues officielles*, nous sommes toujours confrontés à de nombreux obstacles dans la création d'une fonction publique qui reflète adéquatement la nature bilingue du Canada. La ministre justifie ainsi le virage qu'elle demande à la fonction publique d'emprunter : « Nous ne devons jamais oublier que le bilinguisme est enraciné dans nos valeurs canadiennes que sont l'inclusion, la tolérance et le respect des autres... Le bilinguisme s'inscrit dans notre profonde conviction qu'il incombe au gouvernement d'être responsable envers la population et de contribuer à sa réussite, non pas de lui nuire ».

Pour que s'effectue ce virage fondé sur les valeurs canadiennes, la ministre a insisté sur la nécessité d'un leadership fort et soutenu. Elle s'est aussi interrogée sur la pertinence de maintenir la dotation bilingue non impérative, tout en veillant à ce qu'on demeure équitable en n'empêchant personne de postuler à la fonction publique. Lors de cette allocution, madame Robillard a également remis en question l'efficacité de la prime au bilinguisme.

En conclusion, la ministre a une fois de plus réitéré l'urgence et l'obligation que le gouvernement fédéral adopte une nouvelle approche qui soit réalisable et dans le meilleur intérêt de ses fonctionnaires.

Présente à ce colloque, la commissaire aux langues officielles a accueilli avec enthousiasme les propos de la ministre Robillard, qui ont repris l'essentiel des recommandations qu'elle avait soumises à cette dernière il y a quelques mois dans le cadre de l'exercice de modernisation de la gestion des ressources humaines. En s'adressant aux participants au colloque, madame Adam a fait allusion à l'allocution de la ministre et déclaré que la nouvelle approche du Conseil du Trésor et du gouvernement face aux langues officielles fondée sur le respect représente un véritable pas en avant.



Un simple appel qui fait une différence

Lorsqu'il s'agit de services dans les deux langues officielles, le tout peut se faire dans un esprit de collaboration et de compréhension. En voici une preuve.

En juin dernier, un groupe d'élèves francophones du Québec visitait une école de Notre-Dame-de-Lourdes au Manitoba dans le cadre d'un programme d'échange. L'institutrice manitobaine responsable de l'échange avait prévu une visite à la base militaire de Shilo. Dans ses démarches auprès de l'administration de la base, elle a appris qu'il se pourrait que la visite des lieux ne puisse se dérouler en français. On ne pouvait malheureusement pas garantir la disponibilité du personnel bilingue au moment de la visite.

L'institutrice a donc eu la bonne idée de communiquer avec le bureau régional du Commissariat aux langues officielles à Winnipeg. Un agent de ce bureau est intervenu auprès des responsables de la base de Shilo et, bien que cette base ne soit pas désignée bilingue aux fins du service au public, il fut convenu que la visite se déroulerait en français. Ainsi fut fait, à la grande satisfaction des élèves francophones.

Avec de la bonne volonté de part et d'autre, il y a souvent moyen de trouver des solutions.

Prix Léon du Leadership

Chaque année, le Prix Léon du Leadership rendra hommage à un dirigeant ou à une dirigeante d'une institution assujettie à la *Loi sur les langues officielles* qui s'est démarqué par son leadership pour promouvoir la dualité linguistique et mettre en oeuvre la Loi au sein de son institution. Pour en savoir davantage sur le prix et sur les critères de sélection, visitez la

section Galerie des réussites de notre site Web, www.ocol-clo.gc.ca.

La commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, a remis le Prix Léon du Leadership pour l'année 2001-2002 au statisticien en chef du Canada, Mr Ivan P. Fellegi, le 10 décembre dernier.

Prix de l'Association canadienne de traductologie

Le Commissariat est associé au Prix de l'Association canadienne de traductologie (Vinay-Darbelnet) qui reconnaît tous les deux ans la meilleure thèse de doctorat dans le domaine de la traductologie. Lors de la Journée mondiale de la traduction, le 30 septembre dernier, l'Association canadienne de traductologie a décerné le prix 2002 à monsieur Malcolm Williams, de l'Université d'Ottawa, pour sa thèse intitulée *An Argumentation-Centred Approach to Translation Quality Assessment*. Sur la photo, on aperçoit de gauche à droite : monsieur Benoît Léger de l'Université Concordia, madame Diane Rioux qui représentait le Commissariat aux langues officielles et le lauréat, monsieur Malcolm Williams.

Ça se vit au quotidien

D'aucuns croient que les grandes politiques gouvernementales ne nous touchent pas de façon individuelle ni quotidienne. Ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de l'édification de notre infrastructure sociale, qui situe le Canada à l'avant-garde des sociétés modernes.

On se souviendra que le Conseil fédéral-provincial-territorial des ministres sur la refonte des politiques sociales réalise présentement l'examen de troisième année de l'Entente-cadre sur l'union sociale canadienne. Quelle importance cette entente-cadre revêt-elle? Une importance capitale, en raison de la portée des enjeux auxquels tente de répondre la gamme des programmes gouvernementaux à caractère social.

Dans un mémoire présentant ses vues à ce sujet, qu'elle a adressé à l'honorable Jane E. Stewart et à l'honorable Peter G. Christie, coprésidents du Conseil précité, la commissaire déplore que l'entente-cadre ne fasse aucune mention de la dualité linguistique. À son avis, une telle omission risque d'avoir des effets pour le moins néfastes sur la cohésion sociale du pays en nuisant à la progression vers l'égalité réelle du français et de l'anglais et en affaiblissant la vitalité des communautés minoritaires de langue officielle. Par exemple, cette omission s'est transposée dans d'autres ententes, tel l'Accord sur le développement de la petite enfance conclu en septembre 2000. Madame Adam est très explicite en affirmant que « l'union sociale canadienne se vit au quotidien en français et en anglais. Elle touche tous les secteurs de l'activité sociale, dont la santé, les services sociaux, l'immigration, la culture, la condition féminine, le développement du marché de travail, le développement des ressources humaines, la pauvreté en général et des enfants en particulier, les aînés, les services de garde, l'habitation, l'environnement, le développement rural, le développement du Nord et l'alphabétisation ».

Madame Adam invite les responsables à ajuster le tir. Elle leur rappelle qu'il est indispensable que l'Entente-cadre sur l'union sociale soit modifiée de manière à bien refléter la dualité linguistique canadienne et le principe constitutionnel non écrit du respect et de la protection des minorités. La commissaire croit que des mesures de mise en oeuvre appropriées doivent y être précisées, car les langues officielles se situent au coeur même des valeurs qui sous-tendent l'État canadien.

Une fédération à l'avant-garde

Être à la fine pointe de la condition féminine, voilà comment l'on pourrait définir l'objectif principal de l'organisme vigilant, engagé et efficace qu'est la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF). La commissaire a eu l'occasion de rencontrer dernièrement la présidente de l'organisme, madame Rose-Aimée Haché, ainsi que la directrice générale, madame Brigitte Duguay. L'échange a porté sur les grands projets que la Fédération compte réaliser à court et à long terme.

Madame Adam a profité de l'occasion pour discuter des besoins spécifiques que vivent les immigrantes francophones. Dans le mémoire qu'elle a présenté au Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada, la FNFCF avait soumis une série de recommandations qui vont dans le même sens que celles proposées par la commissaire dans l'étude *L'immigration et les langues officielles : Obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*. Madame Adam a félicité les responsables de la FNFCF non seulement de leur apport considérable à la communauté, mais également de la priorité qu'elles accordent aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes immigrantes. La FNFCF réalise présentement un projet intitulé Place aux femmes qui vise un rapprochement entre femmes canadiennes-françaises et immigrantes francophones. La Fédération a également prévu un programme de stages, d'ateliers et de séances de travail à l'intention des femmes immigrantes afin de les aider à acquérir de l'expérience en vue de futurs emplois.

La FNFCF a mis la commissaire au courant de plusieurs autres dossiers prioritaires, dont ceux de la violence contre les femmes et de la condition des sans-abri. Madame Adam s'est montrée fort intéressée à la création, par la Fédération, d'un site Internet qui ferait connaître tous les services en français dans le domaine de la violence contre les femmes, sous toutes ses formes. De concert avec Industrie Canada, Communication Canada et Développement des ressources humaines Canada, l'organisme est sur le point de mettre sur pied divers projets de collaboration en vue de créer des activités de sensibilisation, d'information et de prestation de services aux femmes au moyen des nouvelles technologies. L'organisme entreprend également la réalisation d'une vaste étude nationale subventionnée par Condition féminine Canada qui tracera le profil socio-économique des femmes francophones en situation minoritaire. Au cours de la rencontre, il fut aussi question d'assimilation, d'exogamie et de la juste répartition des fonds gouvernementaux aux communautés de langue officielle en situation minoritaire, notamment aux organismes féminins.

À la suite d'un fructueux échange d'idées et de suggestions, madame Adam n'a pas manqué de féliciter la FNFCF qui sait si bien traduire ses principes en gestes concrets qui contribuent à améliorer la condition des femmes francophones du Canada. Elle se réjouit face à l'émergence d'une coalition nationale prônée par la Fédération. Selon madame Adam, la FNFCF est une richesse unique qui contribue grandement au développement de la société canadienne. Comme le disait si bien Simonne Monet-Chartrand : « Chaque femme est une personne-ressource »*. Appliqué à un organisme comme la FNFCF, cela exprime une grande vérité.

* *Ma vie comme rivière*, Tome 4, p. 326.

Un nouveau centre de référence

Un nouveau centre de référence, celui de l'Heritage Lower St. Lawrence (Héritage du Bas-Saint-Laurent), a récemment été inauguré à Métis-sur-Mer, au Québec, en présence de la représentante de la commissaire aux langues officielles au Québec, Eva Ludvig. Les bureaux du centre sont logés dans l'édifice de l'école anglophone de Métis-sur-Mer, la Métis Beach School.

L'Heritage Lower St. Lawrence, qui a récemment obtenu le soutien financier de Patrimoine canadien, est l'une des vingt associations anglophones au Québec formant le Quebec Community Groups Network (Réseau des groupes communautaires du Québec). Cette association est au service de la petite population anglophone clairsemée du Bas-Saint-Laurent. La plupart de ses membres sont de Métis-sur-Mer ou des environs, mais certains habitent aussi loin que Mont-Joli, Rimouski, Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Cacouna et Bic. Lors du recensement de Statistique Canada en 1996, les 890 anglophones du Bas-Saint-Laurent représentaient 0,5 % de la population de la région.

Heritage Lower St. Lawrence espère servir de centre de référence et se faire l'avocate des causes qui comptent pour la communauté anglophone, comme la préservation de la Metis Beach School, seule école anglophone dans la région. L'association travaillera aussi à assurer les services en anglais à la communauté de la nouvelle municipalité de Métis-sur-Mer, qui est issue de la fusion récente de Métis-sur-Mer ou Métis Beach, dont la Charte de la langue française du Québec reconnaissait le statut bilingue et de la municipalité voisine, Les Boules.

L'association s'efforce aussi de renforcer les services de la radio anglaise de Radio-Canada dans la région

et prépare un site Web ainsi que des publications pour documenter l'histoire des communautés d'expression anglaise de la région. En plus, Heritage Lower St. Lawrence est fière de travailler sur un projet d'histoire vivante en collaboration avec la télévision communautaire de La Mitis.

La diversité canadienne : dans quelles langues?

Vous connaissez bien le Canada? Sans aucun doute. Mais si on vous posait les questions suivantes qui portent sur une réalité canadienne très actuelle, que répondriez-vous?

1. Le Canada accueille chaque année...
 - ☐ entre 50 000 et 100 000 immigrants
 - ☐ entre 200 000 et 250 000 immigrants
 - ☐ entre 500 000 et 550 000 immigrants
2. La politique d'immigration a toujours favorisé le maintien d'un équilibre entre la population francophone et la population anglophone du pays.
 - ☐ Oui
 - ☐ Non
3. Toutes proportions gardées, la population francophone compte...
 - ☐ deux fois plus d'immigrants que la population anglophone.
 - ☐ la même proportion d'immigrants que la population anglophone.
 - ☐ moins du quart des immigrants présents dans la population anglophone.

Les réponses sont données à la fin de cet article, et ces dernières sont également les thématiques abordées dans une nouvelle étude* réalisée par le Commissariat aux langues officielles. Le document relate le vécu des immigrants au cours de leur processus d'établissement et d'intégration dans une communauté minoritaire de langue officielle. Publié en novembre 2002, il présente une série d'approches que les gouvernements doivent adopter afin que les communautés minoritaires de langue officielle deviennent des partenaires à part entière dans le cadre du processus d'immigration. Lors de la parution de l'étude, la commissaire a déclaré : « La dualité linguistique, tout comme la diversité ethnoculturelle de notre population, sont au cœur de notre identité canadienne. Je crois que le fait d'avoir deux langues officielles a permis aux Canadiens et aux Canadiennes de développer la sensibilité et le respect nécessaires à l'accueil des personnes d'origines diverses. Si nous voulons que les fondements de notre pays demeurent toujours aussi solides, la diversité canadienne doit être visible et s'exprimer pleinement dans les deux langues officielles ».

Une situation préoccupe la commissaire : chez les anglophones, une personne sur cinq est immigrante, alors que chez les francophones, seule une personne sur 20 est née à l'étranger. Madame Adam considère qu'il est urgent que le gouvernement prenne des mesures qui assureront que tous les Canadiens et les Canadiennes profitent équitablement de l'immigration. Ces mesures sont d'autant plus urgentes que l'immigration est maintenant le facteur qui contribue le plus à la croissance de la population canadienne.

La commissaire soumet des recommandations pratiques relativement à la sélection, à l'établissement et à l'intégration des immigrants. De plus, l'étude se penche sur la question de l'identité et du sentiment d'appartenance à la communauté minoritaire de langue officielle. Elle rappelle que pour être en mesure de contribuer pleinement à la communauté, il est essentiel que les immigrants s'y sentent inclus. Madame Adam préconise un dialogue plus poussé entre les nouveaux arrivants et les membres établis des communautés francophones. Elle souhaite qu'il en résulte de nouvelles communautés de personnes aux profils très différents mais pour qui la langue française est un dénominateur commun. Chaque groupe composant ces nouvelles communautés pourrait néanmoins conserver les aspects fondamentaux de ses origines.

On notera que dans cette étude, la commissaire a accordé une attention particulière non seulement aux communautés francophones à l'extérieur du Québec, mais également aux communautés anglophones minoritaires de cette province. Elle fait remarquer que si la communauté anglophone de la région de Montréal compte beaucoup d'immigrants, en région rurale par contre, on n'a pas toujours réussi à attirer

et à conserver des immigrants d'expression anglaise.

Madame Adam s'est dite très intéressée par l'étude sur l'immigration francophone que la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) a réalisée dans le cadre du mandat du Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada. Tout comme l'étude du Commissariat le signalait, le document de la FCFA révèle que si de nombreux immigrants désirent vivre en français à l'extérieur du Québec, les ressources nécessaires à leur intégration ne sont pas toujours disponibles en français.

Madame Adam souhaite ardemment que le gouvernement s'inspire de ces deux études afin que l'immigration soutienne davantage le développement et l'épanouissement des communautés minoritaires de langue officielle. En d'autres mots, le gouvernement se doit d'agir : « Un solide leadership de la part du gouvernement fédéral permettra que la diversité qui caractérise notre pays soit clairement reflétée dans ses deux grands groupes linguistiques », a précisé la commissaire.

* *L'immigration et les langues officielles : Obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*

RÉPONSES AUX QUESTIONS :

Le Canada accueille chaque année entre 200 000 et 250 000 immigrants, mais la politique d'immigration n'a pas toujours favorisé le maintien d'un équilibre entre la population francophone et la population anglophone du pays. Ce n'est qu'avec la plus récente loi sur l'immigration (juin 2002) que le gouvernement fédéral s'est engagé à soutenir les communautés francophones et anglophones en situation minoritaire par le truchement d'une immigration qui leur soit favorable. Il demeure qu'en ce moment, la population francophone compte moins du quart des immigrants présents dans la population anglophone.

Rencontre

Chaque été, des jeunes de partout au pays ont la chance d'améliorer leur connaissance de leur langue seconde en allant travailler dans une province autre que la leur. Il s'agit de jeunes qui s'inscrivent au programme Emplois d'été Échanges étudiants parrainé par Patrimoine canadien. La ville de Gatineau (Québec) a accueilli l'été dernier des jeunes provenant notamment de l'Alberta et de l'Ontario qui ont travaillé dans des camps de jour pour enfants. Tout s'y passait uniquement en français. Comme la commissaire aime entendre ce que le public a à dire, et plus particulièrement les jeunes, INFOACTION a demandé à Stéphanie Côté, agente d'information, d'aller rencontrer Max Duerksen de Stoney Creek (en Ontario), ainsi qu'Ashley Geis et Christa Paterson d'Edmonton. À quelques jours de la fin de cette expérience de travail, les jeunes ont bien voulu nous faire part de leurs impressions.

Tout d'abord, ils ont dû s'adapter à une situation bien différente d'une salle de classe, à peu près le seul endroit où ils avaient auparavant entendu ou parlé le français. Cette fois, c'étaient des enfants en vacances qui communiquaient avec eux. Quel ajustement! Mais en même temps, quel

enrichissement. Cette expérience a aidé les jeunes stagiaires à découvrir une langue bien vivante, une langue parlée dans un contexte culturel qui leur était nouveau, une ville du Québec où l'on entendait les deux langues officielles un peu partout.

Étant donné que les enfants étaient appelés à jouer le rôle de professeurs, le travail prenait une tournure parfois amusante et toujours très dynamique. Les moniteurs n'avaient jamais eu l'occasion de converser avec des enfants francophones dont le vocabulaire et l'accent différent du français parlé par leurs professeurs en salle de classe. La spontanéité des enfants ne leur permettait pas d'avoir recours à un dictionnaire ni d'effectuer une recherche pour trouver l'expression juste. Et, très souvent, les enfants leur apprenaient de nouvelles expressions.

Comme jamais auparavant, les stagiaires ont saisi l'importance de connaître et de parler les deux langues officielles du Canada. Ils ont compris que l'apprentissage de la langue seconde vise, d'abord et avant tout, la communication. Ils étaient tous d'accord pour dire que cette expérience leur a appris que si les Canadiens et les Canadiennes veulent former un pays réellement uni, ils doivent d'abord se parler. C'est ainsi qu'ils arriveront à mieux se connaître et surtout à respecter leurs différences. En somme, ils ont découvert que les deux grands groupes linguistiques ne sont pas si différents l'un de l'autre. Ils se sentent privilégiés d'avoir vécu ces six semaines qui leur ont permis d'appliquer leurs connaissances, d'améliorer leur français parlé, mais surtout, de s'enrichir en vivant une réalité canadienne qui leur était inconnue.

Vivre dans un milieu francophone, et plus particulièrement communiquer avec des enfants, leur apparaît

comme un facteur essentiel au perfectionnement de la connaissance d'une langue seconde.

Malheureusement, à leur dire, trop peu de jeunes qui apprennent le français comme langue seconde ont cette chance. Leur expérience à Gatineau a convaincu les stagiaires que le français n'est pas une langue qui se limite à des livres et à une salle de classe. C'est une langue parlée par des millions de personnes au Canada.

En poursuivant notre discussion, nous avons abordé la question des langues officielles en général. Les stagiaires s'interrogent sur la possibilité de parler et de travailler en français au Canada. Ils entendent très peu de français à l'extérieur des salles de classe et avouent que ce n'est pas facile de se motiver à poursuivre l'étude de cette langue. Ils souhaitent que les gouvernements investissent davantage dans l'enseignement du français et de l'anglais comme langue seconde. Ils voudraient également que les universités canadiennes offrent davantage de programmes en français. Très souvent, déplorent-ils, des jeunes qui ont suivi des cours de français, pendant douze ans, n'ont pas la possibilité de faire des études collégiales ou universitaires en français sans devoir « s'exiler », oubliant ainsi ce qu'ils ont appris. Les étudiants ont parlé d'intolérance entre les deux groupes linguistiques qui, selon eux, est souvent causée par un manque de connaissances.

Ces jeunes nous donnent espoir en l'avenir. Demain, ils seront nos leaders et nous n'aurons pas à les convaincre du rôle et de l'importance des langues officielles. Voilà la note d'optimisme que nous a laissée cette rencontre avec trois jeunes de passage.

Lire pour le plaisir... *Come read with me!*

Les élèves des écoles élémentaires de langue anglaise du Québec ont l'occasion de participer à un concours du tonnerre. En effet, le 27 janvier dernier, lors des célébrations qui marquaient la Journée de l'alphabétisation familiale, Literacy Partners of Quebec et la Fédération québécoise des associations foyers-écoles, en collaboration avec le Commissariat, ont lancé la première édition du concours COME READ WITH ME!

Le concours vise la promotion de l'alphabétisation par la lecture auprès des jeunes anglophones vivant en situation minoritaire. Il s'adresse à tous les élèves, de la maternelle à la 6^e année, inscrits dans une école des neuf commissions scolaires anglophones du Québec ou de la Commission scolaire bilingue du Littoral.

Comment participer? Rien de plus simple. Renseignez-vous auprès de la direction de votre école, ou visitez le site Web suivant : www.nald.ca/lpq/read.htm. Vous y trouvez les règlements du concours ainsi qu'un formulaire d'inscription. Il faut vous inscrire avant le 7 mai 2003. Bonne chance à tous les élèves qui participeront au concours COME READ WITH ME!

Des chiffres qui lancent un signal

Le 10 décembre dernier, Statistique Canada a diffusé la quatrième vague de données du recensement de la population de 2001 portant sur les changements observés au niveau de la composition des groupes linguistiques au pays et sur les modèles de migration et de mobilité. Ces données présentent aussi les réponses à une nouvelle question posée par Statistique Canada : les langues utilisées « régulièrement » à la maison. Il va sans dire qu'INFOACTION n'a pas la prétention de présenter la myriade de chiffres issue du dernier recensement, pas plus qu'une analyse approfondie des données. Il veut surtout partager avec son lectorat quelques éléments de réflexion et quelques commentaires de la commissaire aux langues officielles.

Quel paysage linguistique Statistique Canada brosse-t-il de notre pays en 2001? Il ressort clairement que le Canada est de plus en plus une société bilingue, voire multilingue. Le nombre grandissant d'immigrants n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle modifie le profil linguistique du Canada.

Comme la commissaire le faisait observer lors de la publication des données, il est évident que le bilinguisme est en plein essor, particulièrement au Québec. Dans cette province, 40 p. 100 de la

population se dit bilingue. Chez la population anglophone du Québec, le taux de bilinguisme s'élève à 66 p. 100. Madame Adam croit que le Canada adhère de plus en plus au bilinguisme et au multilinguisme. Si la tendance se maintient, la commissaire espère qu'elle permettra aux Canadiens et aux Canadiennes d'être beaucoup mieux outillés pour faire face à la mondialisation croissante.

En revanche, madame Adam se dit inquiète de constater que, pour la première fois depuis 1990, le bilinguisme décroît légèrement chez les jeunes vivant à l'extérieur du Québec. Elle se demande si cette baisse ne serait pas attribuable à la réduction des budgets gouvernementaux consacrés à l'enseignement de la langue seconde.

La commissaire ne manque pas de constater un léger accroissement du nombre réel de francophones hors Québec ainsi qu'une migration de francophones du Québec vers certaines provinces canadiennes. S'il y a une légère augmentation du nombre de francophones au Canada, leur proportion au sein de la population a quand même diminué. Cela tient au fait que l'immigration vers les communautés anglophones est plus forte. Madame Adam souligne le défi que les communautés francophones en situation minoritaire doivent relever quotidiennement : la saine coexistence, au foyer et à l'extérieur, des deux langues officielles et parfois même d'une troisième langue. En dépit de cette situation, le français est bien vivant au sein de ces communautés et elles font preuve d'une grande vitalité.

Les données révèlent également que la population de langue maternelle anglaise diminue au Québec, tendance qui se maintient depuis le dernier recensement. Madame Adam est préoccupée par cet important recul. Elle espère que le Québec ne perd pas la masse critique essentielle au soutien et à la survie des institutions de la minorité telles les écoles, les organismes culturels, les services sociaux et communautaires, les collèges et universités, etc.

Il faudrait pourtant aller au-delà d'une conception où l'on divise les populations entre francophones et anglophones. Des Canadiens et Canadiennes participent non seulement à l'une ou l'autre de ces collectivités linguistiques mais aux deux simultanément. Le défi est de ne pas comptabiliser ces personnes comme des unités qui sont, soit anglophones, soit francophones, mais d'accepter le fait qu'une personne peut participer, contribuer et consommer dans les deux espaces linguistiques. Apprendre une seconde langue ou participer à un autre groupe linguistique ne se fait pas au détriment du groupe linguistique initial. Si l'apprentissage d'une langue seconde se fait d'une manière additive et non soustractive, il en résulte que la présence des deux langues s'avère un enrichissement et non un appauvrissement pour les deux groupes linguistiques concernés. Ce que les nouvelles données sur la langue de travail démontrent, c'est surtout la complémentarité de l'utilisation de nos deux langues officielles.

Madame Adam décèle dans les données du recensement le signal on ne peut plus clair qu'il est urgent d'agir. Elle souhaite que les nouveaux fonds annoncés dans le plan d'action déposé par le ministre Stéphane Dion donnent le coup de barre nécessaire pour relancer le programme des langues officielles.

Le gouvernement et l'utilisation de la presse minoritaire

Afin de communiquer efficacement avec la population canadienne, le gouvernement place des annonces dans les journaux. Depuis plusieurs années, le Commissariat aux langues officielles reçoit de nombreuses plaintes dénonçant le fait que, lorsque les institutions fédérales placent des annonces dans les journaux, elles manquent trop souvent de les faire paraître dans la presse officielle minoritaire. En effet, ces annonces ne sont pas toujours publiées dans les journaux de langue anglaise au Québec ni dans ceux de langue française à l'extérieur du Québec. Or, la *Loi sur les langues officielles* prévoit qu'on le fasse (articles 11 et 30). Pourtant, entre 1998 et 2001, le Commissariat a reçu 850 plaintes relatives à la non utilisation de la presse écrite, soit 20 p. 100 de l'ensemble des plaintes.

À la suite de ces nombreuses plaintes, la commissaire a décidé d'examiner la situation et a publié une étude, en novembre 2002*. Madame Adam reconnaît que le processus de placement publicitaire au gouvernement est complexe et implique plusieurs intervenants. L'étude examine de près la gestion de ce processus dans quelque vingt institutions fédérales.

Afin que le gouvernement agisse en ce domaine conformément à la *Loi sur les langues officielles*, l'étude propose une série de recommandations précises qui visent un encadrement efficace du processus. On

insiste notamment sur la responsabilité qui incombe à chaque institution fédérale d'élaborer des directives internes claires et cohérentes sur ses obligations en matière de langues officielles, en ce qui a trait à la publicité. Ces directives doivent traiter explicitement des obligations découlant de la *Loi* : « Il est nécessaire que les institutions fédérales fournissent aux gestionnaires responsables les renseignements et les outils dont ils ont besoin pour respecter leurs obligations en matière de langues officielles dans tous les types de publicité, et qu'ensuite elles contrôlent si les politiques et lignes directrices ont été suivies », a résumé madame Adam.

Au moment de publier l'étude, madame Adam a rappelé que les journaux de langue officielle minoritaire, avec un lectorat de près d'un million de personnes au pays, représentent d'importants outils de communication. Les communautés minoritaires de langue officielle comptent énormément sur leurs journaux pour être informées des actualités relatives à leur collectivité et à l'activité gouvernementale. La commissaire n'y va pas par quatre chemins quand elle incite le gouvernement à agir : « Je m'attends à ce que le gouvernement se conforme sans délai à ses obligations linguistiques en matière de publicité. Il doit améliorer ses processus afin de rejoindre ces communautés et de soutenir les journaux de langue officielle minoritaire en les utilisant comme moyen de communication ». Madame Adam s'est engagée à surveiller de près la suite que le gouvernement donnera aux recommandations de cette étude.

** L'utilisation de la presse de langue officielle minoritaire par les institutions fédérales*

Publications récentes

* *Rapport sur les droits linguistiques 2001-2002*

* *Les réseaux de guichets uniques du gouvernement du Canada*

* *L'immigration et les langues officielles : Obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*

* *L'utilisation de la presse de langue officielle minoritaire par les institutions fédérales*

Vous pouvez consulter la version intégrale de ces nouvelles publications en vous rendant sur notre site Internet www.ocol-clo.gc.ca, sous la rubrique « Publications »

Vous pouvez aussi les commander :

par téléphone :
(613) 996-6368 ou
1 877 996-6368;

• par Internet
(www.ocol-clo.gc.ca) : à la rubrique « Nous joindre », cliquez sur « Commandes ».

Une première

Il arrive souvent que la commissaire compare devant divers comités parlementaires. En décembre dernier, une de ces comparutions a revêtu un caractère symbolique, c'était pour la toute première fois que la commissaire se présentait devant le Comité permanent des langues officielles du Sénat, créé tout récemment.

L'objet premier de la présentation de madame Adam a été de rappeler au comité les grands constats de son dernier rapport annuel et de présenter les principales pistes d'action du Commissariat. La commissaire a mis l'accent sur l'engagement formel du gouvernement à l'égard de la dualité linguistique, qu'il a renouvelé lors du dernier discours du Trône. Cet engagement redonne espoir à bon nombre de Canadiennes et de Canadiens et il crée de légitimes attentes. Le plan d'action présenté par le ministre Dion sera la pierre angulaire de la relance du programme des langues officielles du gouvernement. Lors de sa comparution, la commissaire a précisé que le plan devait s'accompagner de ressources financières adéquates, ce qui illustrera la volonté du gouvernement à traduire en gestes son engagement envers les langues officielles. « Je me dois de demander au gouvernement de ne pas se limiter à des réformettes sporadiques sans cohésion ni finalité. Une fois de plus, je l'exhorte à se doter d'une vision d'ensemble assortie d'objectifs précis. Cette vision à long terme doit comporter des échéances et des mécanismes d'évaluation de résultats qui assureront le succès de la mise en oeuvre de son plan d'action », a-t-elle déclaré.

Rappelant aux membres du comité sa satisfaction quant aux résultats d'un récent sondage qui démontrent que les fonctionnaires fédéraux appuient fortement les grands principes des politiques linguistiques du gouvernement, elle souligne le fait qu'un changement de culture s'impose et que l'exemple doit venir d'en haut. Ce changement de culture passera forcément par la modernisation de la fonction publique, qui devra :

- accroître l'obligation de rendre compte de la haute gestion fédérale en redéfinissant le cadre de gouvernance des langues officielles;
- valoriser le bilinguisme comme compétence de base;
- nommer aux postes bilingues des personnes qui connaissent les deux langues officielles (dotation impérative);

- réorienter la formation linguistique;
- mettre l'accent sur le bilinguisme réceptif.

Madame Adam a donné aux membres du comité de nombreux exemples de la manière dont elle exerce un rôle de vigie de façon structurée et constante. Elle agit ainsi de façon préventive en intervenant dès l'étape de l'élaboration des lois, des règlements, des politiques et des programmes en matière de langues officielles. Elle a exercé ce rôle dans divers dossiers touchant de nombreux secteurs d'activité dont la santé, l'activité physique et le sport, la radiodiffusion (y compris le sous-titrage et la transmission des débats parlementaires), la nouvelle loi sur la citoyenneté, sur l'immigration, etc.

Avant de conclure, madame Adam a invité les membres de ce comité permanent du Sénat à se pencher plus particulièrement sur le plan d'action du gouvernement, l'étude sur *L'État des lieux* du ministère de la Justice qui examine la disponibilité des services judiciaires dans les deux langues officielles, la modernisation de la fonction publique, la situation des langues officielles dans les sociétés d'État et autres institutions assujetties à la *Loi sur les langues officielles*. Elle souhaite qu'on réussisse à créer la synergie nécessaire afin d'avancer vers un but global, celui d'amener la population canadienne à reconnaître à juste titre la dualité linguistique comme une valeur fondamentale du Canada. Réitérant aux membres du comité sa plus entière collaboration, madame Adam s'est dite heureuse de pouvoir compter sur leur appui.

On s'inspire de l'expérience canadienne

Le Canada n'est pas le seul pays au monde qui assure l'égalité d'au moins deux langues officielles. Le gouvernement de la République d'Irlande étudie actuellement un projet de loi visant la promotion et la protection de la langue irlandaise. Cette langue nationale et historique est étroitement liée à l'identité irlandaise, bien qu'elle ne soit parlée que par 5 p. 100 de la population.

En janvier dernier, la commissaire aux langues officielles s'est rendue à Dublin, à la suite de l'invitation du Comhdháil Náisiúnta na Gaeilge, un organisme qui réunit les associations bénévoles et communautaires de langue irlandaise. Étant donné que le gouvernement irlandais se propose d'adopter des mesures législatives en matière de langues officielles, l'organisme a demandé à madame Adam de venir lui faire part de l'expérience canadienne dans ce domaine. Ce projet de loi irlandais s'inspire grandement de la *Loi sur les langues officielles* du Canada. Le gouvernement irlandais propose même la création d'un poste de commissaire aux langues officielles. Il s'agirait d'ailleurs du premier poste du genre à exister en dehors des frontières canadiennes. La commissaire a donc expliqué son rôle, son mandat, les droits linguistiques des Canadiens et Canadiennes, de même que les obligations des institutions publiques à cet égard.

Lors de sa visite, la commissaire a rencontré le ministre responsable de la promotion de la langue irlandaise. Madame Adam a également accordé plusieurs entrevues aux médias irlandais.

Dans un discours prononcé à Dublin, la commissaire a expliqué que la reconnaissance de l'égalité de statut de l'anglais et du français comme langues officielles fait maintenant partie des valeurs partagées par les Canadiens et Canadiennes et que la dualité linguistique est le ciment de notre cohésion sociale. Elle a insisté sur le fait que les Canadiens et Canadiennes reconnaissent maintenant l'existence d'un lien étroit entre la valorisation du français et de l'anglais comme langues officielles et notre capacité de bien gérer la diversité croissante de notre pays.

C'est avec une certaine fierté qu'à la lumière de plus de trente années d'expérience canadienne, madame Adam a pu soumettre des suggestions d'ordre pratique aptes à assurer la mise en oeuvre de mesures législatives en matière de langues officielles en Irlande. Pour leur part, ses interlocuteurs irlandais n'ont pas manqué l'occasion de souligner que l'expérience canadienne dans le domaine du respect des droits linguistiques les inspirait grandement.

Prix du Commissariat aux langues officielles - Meilleur reportage

Le 12 novembre dernier, Blanka Bernier, Marjorie Brisson, Stéphanie Godbout, Ève Marier-Marceau et Catherine Vermette ont reçu une bourse de 1 000 \$ du Commissariat aux langues officielles, pour avoir

remporté le premier prix lors d'un concours de reportages organisé dans le cadre des Rendez-vous de la Francophonie 2002. Ces étudiantes de l'École secondaire Saint-Charles (Québec) ont participé à un échange étudiant à Regina avec 14 autres élèves de leur école.

À la suite de cet échange, elles ont réalisé un reportage traitant des différences entre les jeunes québécois et les jeunes fransaskois. Le texte de ces cinq étudiantes était empreint d'émotion et de dynamisme et il reflétait fort bien la situation des jeunes francophones vivant en situation minoritaire en Saskatchewan.

Nos cousins américains

Neuf de nos cousins américains, provenant de différentes régions des États-Unis, incluant un étudiant venant de la France, âgés entre 25 et 55 ans, ont rendu une agréable visite à notre bureau régional du Québec, l'été dernier. À gauche : M. Carlos del Burgo, Professeur, Département des Langues et Traduction, Université McGill et huit étudiantes du Monterey Institute of International Studies.

Les guichets uniques : une voie prometteuse

Le 28 janvier dernier, la commissaire aux langues officielles, madame Dyane Adam, a publié une étude* qui examine les réseaux de guichets uniques mis sur pied par le gouvernement fédéral pour donner accès à des renseignements sur ses divers programmes et services.

Elle estime qu'il s'agit d'une initiative qui représente une voie prometteuse et a déclaré : « Les guichets uniques sont une nouvelle façon de servir le public canadien en regroupant les services du gouvernement fédéral et, parfois de plusieurs ordres de gouvernement ou du secteur privé, en un seul endroit. Je crois que ce modèle peut être un bon outil pour améliorer la qualité des services offerts dans les deux langues officielles par rapport à la

situation déficiente qui prévalait dans plusieurs régions du pays lors des dernières vérifications du Commissariat. »

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral a mis en place deux importants réseaux de guichets uniques. Tout d'abord, le réseau des Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC), qui résulte d'un accord de coopération entre 37 ministères, les gouvernements provinciaux et territoriaux et, dans certains cas, le secteur privé et les milieux universitaires. Il se compose de 13 centres principaux, soit un dans chaque province et chaque territoire, et d'un vaste réseau formé de 382 partenaires d'accès régionaux installés dans de petites collectivités d'un bout à l'autre du Canada. L'autre grand réseau regroupe les 229 centres d'accès de Service Canada (CA-SC) pour le service en personne et est appuyé par le service téléphonique 1 800 O-Canada et le site Web du Canada.

Madame Adam est d'avis que pour les citoyens et citoyennes, les guichets uniques comportent des avantages certains. Ces avantages sont encore plus évidents pour les membres de communautés de langue officielle en situation minoritaire, les guichets uniques leur permettent d'avoir plus facilement accès à une gamme de services dans leur langue sans devoir consulter d'autres sources, dont certaines pourraient être incapables de les aider dans leur langue.

La commissaire cite en exemple les centres de services aux entreprises fédéraux situés au Nouveau-Brunswick et au Québec (Info entrepreneurs) qui offrent un niveau exemplaire de services bilingues. Au Manitoba, deux centres d'accès en personne ont ouvert leurs portes en 2002, à Saint-Boniface et à Saint-Pierre-Jolys. En plus d'offrir les services des trois ordres de gouvernement dans les deux langues officielles en un seul endroit, ces centres sont des espaces publics où les francophones peuvent utiliser leur langue en milieu de travail.

Dans cette étude, la commissaire formule à l'intention du gouvernement fédéral plusieurs recommandations pour que les réseaux de guichets uniques respectent pleinement la *Loi sur les langues officielles*. Elle incite les instances gouvernementales à prendre les moyens nécessaires pour assurer le succès de cette initiative en ces termes : « J'encourage fortement le gouvernement à investir les ressources nécessaires dans le maintien à long terme et l'amélioration de ce modèle qui offre de nombreux avantages. En adaptant les guichets uniques aux besoins locaux et régionaux, le gouvernement contribue au respect de son engagement de favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada. »

* Les réseaux de guichets uniques du gouvernement du Canada

Avant le point final, la parole... à la Commissaire

En s'adressant aux parlementaires, la commissaire a déploré le fait qu'à l'heure actuelle, les sous-ministres sont exemptés des mesures linguistiques qui, par contre, s'appliquent à certains gestionnaires de la fonction publique.

« Il est paradoxal que le gouvernement exige le bilinguisme pour ses cadres mais ne le fasse pas pour ceux et celles qui sont à la tête de l'administration fédérale. Dès leur entrée en service, les nouveaux membres de la haute fonction publique devraient être informés des exigences de la *Loi sur les langues officielles* et des valeurs qui la sous-tendent. Il est essentiel de les orienter et de les préparer à gérer le programme des langues officielles. Il faut qu'ils soient conscients qu'ils sont les premiers responsables d'assurer l'intégration de ces valeurs à la culture organisationnelle de leur institution. Bref, ils doivent donner forme à l'engagement du gouvernement envers l'égalité de statut et d'utilisation des deux langues officielles et envers les droits des employés de travailler dans la langue de leur choix. »

Présentation devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes, le 9 décembre 2002.

« Une grande partie de la diversité du Canada est le résultat de l'immigration. C'est pourquoi il est important de rappeler que, en juin dernier, une nouvelle loi sur l'immigration est entrée en vigueur. Elle signalait la plus importante transformation de nos politiques d'immigration depuis 25 ans. Je suis heureuse de constater que la nouvelle loi concrétise plusieurs des recommandations que j'avais proposées au Parlement et au ministre de l'Immigration. Pour la toute première fois, le gouvernement du Canada s'engage explicitement à soutenir l'épanouissement et le développement des communautés minoritaires de langue officielle, par l'entremise de l'immigration. Le ministre Denis Coderre se rend compte qu'il est important que tous les Canadiens et les Canadiennes profitent de l'immigration. L'une de ses préoccupations les plus connues est que les immigrants s'installent en plus grand nombre à l'extérieur des trois grands centres urbains du Canada. Mais il est également soucieux de mieux répartir les immigrants entre les communautés de langue officielle du Canada. C'est d'autant plus important que les Canadiens de langue française, au Québec et dans les autres provinces, ne reçoivent qu'un quart des immigrants qu'ils devraient recevoir compte tenu de leur poids démographique. »

« Mon commissariat, de son côté, a participé à l'organisation et à la tenue des 3 000 cérémonies de citoyenneté qui ont lieu chaque année au Canada. Grâce à cette participation, nous espérons rendre ces cérémonies encore plus spéciales et y célébrer notre dualité linguistique avec l'extraordinaire diversité d'immigrants qui se joignent à la famille canadienne à cette occasion. »

« Pour que les assises de la dualité et de la diversité continuent de fructifier, il faut deux ingrédients fondamentaux : nous avons besoin de l'engagement de nos différents ordres de gouvernement, mais nous avons également besoin de développer un état d'esprit qui nous permettra de reconnaître et de comprendre l'interdépendance entre les langues officielles et le pluralisme. L'avenir appartient aux collectivités qui accueillent tous ceux qui veulent s'y associer. »

*Allocution prononcée lors de la conférence sur
La gouvernance de la diversité au Canada : bilan et perspectives,
tenue à Montréal, le 23 janvier 2003.*

Date de modification : 2007-09-06



Office of the
Commissioner of
Official Languages

Commissariat
aux langues
officielles



Home > Publications > Infoaction > Infoaction - April 2003, Volume 8, No. 3

Infoaction - April 2003, Volume 8, No. 3

- A Word From the Commissioner
- The Right Ingredients to Renew Canada's Linguistic Duality
- Language of Work: Time for a Fresh Start
- A Call that Made a Difference
- Canadian Association for Translation Studies Award
- Part of Everyday Life
- A Cutting-Edge Federation
- A New Resource Centre
- Diversity in Canada: In Which Languages?
- Encounter
- Come Read With Me!
- Figures that Send a Message
- The Government and the Use of the Minority Press
- Recent Publications
- A First
- Canada: A Model to be Emulated
- OCOL Award Best Feature Story
- Single Windows: A Promising Avenue
- In Closing

• PDF Version

Coordinator: Gilles Thériault
Writer: Monique Cousineau

Editorial

Assistance: Stéphanie Côté

Content Advisor: Catherine Scott

English and French

Translation: Translation Bureau

English Text Editing: Colin Morton

French Text Editing: Adine Béraud-Middlestead, Sandra Démosthènes

Layout: Zsuzsanna Liko
Visual Communication Inc.

Canada Building
344 Slater Street
3rd Floor

Ottawa, Ontario K1A 0T8

Toll Free: 1 877 996-6368

Fax.: (613) 943-2255

ISSN 1203-0996

E-mail: message@ocol-clo.gc.ca

Web site: www.ocol-clo.gc.ca

A Word From the Commissioner

The day after the 2001 Census data on ethnic origin was published, an article* by Kelly Egan, journalist with the *Ottawa Citizen*, really caught my attention and piqued my interest. According to Mr. Egan, the most recent data shed light on a page of Canadian history currently being written. Canada's ethnocultural makeup has changed. As a result, how will tomorrow's population define its Canadian identity? At first glance, I would reply that one component of Canadian identity remains constant: it is based on linguistic duality that is open to diversity, regardless of the demographic changes that shape it.

Canada is undeniably undergoing profound change and, because of the growing number of immigrants whose mother tongue is neither English nor French, is becoming a multilingual society. The proportion of persons born outside Canada has reached its highest level in 70 years: 10 percent of the total population. The number of members of visible minorities has tripled since 1981, reaching 4 million in 2001. There are now over 100 languages spoken in Canada.

As Commissioner of Official Languages, I must share my thoughts with you about these census data. I firmly believe that Canada has been able to build a uniquely pluralistic society in large part because linguistic duality is one of the pillars of the Canadian federation. Were it not for bilingualism, our society of tolerance and diversity would never have developed the way it

has. I believe our experience with bilingualism has given us a head start to more easily deal with a

complex world. The new census data show us that the idea of two linguistic solitudes and a vast number of closed ethnic communities is increasingly removed from reality. The best evidence of this is the way people juggle languages and identities. The intersection between official languages and diversity is an increasingly animated crossroads, something that should please all of us. However, we must not forget that English and French form the very foundation of Canadian society.

Therefore, if the federal government wants to productively manage diversity in Canada, it must ensure that our ability to maintain our country's linguistic duality is preserved.

My Office has a number of other, equally important issues on its agenda, such as language of work in the public service, follow-up on the recommendations of the Romanow Commission, implementation of the federal government's action plan on official languages developed by Minister Stéphane Dion, access to justice (a major issue), and networks of single-window offices established by the Government of Canada. This issue of INFOACTION provides an overview of these issues.

* Kelly Egan, "I am a Canadian. But what does that mean?", *The Ottawa Citizen*, January 25, 2003, p. B1.

The Right Ingredients to Renew Canada's Linguistic Duality

At the same time this issue of INFOACTION was being completed, the Commissioner was reviewing the official languages action plan. This plan was submitted on March 12 by the federal government after nearly two years of hard work. Entitled, "The Next Act: New Momentum for Canada's Linguistic Duality," the plan consists of three components: education, official language community development and bilingualism in the federal public service. The plan also includes an accountability and coordination framework that seeks to raise awareness among all federal institutions, strengthen consultation mechanisms with communities and establish a coordination of all government processes relating to official languages. The entire plan represents an investment of \$751 million over the next five years.

The Commissioner welcomes this plan, but says there is still work to be done. "Although we now have all the necessary ingredients to renew the official languages program, we can only truly measure this plan's effectiveness and impact once we see concrete results," said Dr. Adam, who has been asking for an overall plan to renew the official languages program since tabling her first annual report in October 2000. "The next step--the one that is both the most important and the most demanding--is to implement this plan. Canadians want to see concrete, measurable and lasting results. In order to accomplish this, the government must intensify its efforts, and I will be there to act as a catalyst and ensure that the federal leadership stays on course," concluded the Commissioner.

Language of work: Time for a Fresh Start From Theory to Practice

Change is urgently needed; it is time for a fresh start. That is the essence of the clear message regarding language of work in the federal public service delivered by the Honourable Lucienne Robillard, President of the Treasury Board, to public service managers at the Symposium on Language of Work hosted by the New Brunswick Federal Council in Dieppe on November 6, 2002.

Minister Robillard reminded her audience in no uncertain terms that Treasury Board has set March 2003 as the cut-off date by which managers must meet the language profiles of their positions. What will happen if managers do not meet their language profiles by this date? The Treasury Board President's reply was unequivocal: "There will be consequences. I believe this is an incentive for managers to make official languages a career priority and for government to make sure that the services are available to them to do so."

Minister Robillard believes that the time for change has come and that, in the 21st century, a modern public service must move beyond compliance with rules. Canada's public service has no choice: it must fully integrate the values of the citizens it serves, including linguistic duality. In her view, if the public service is to be representative of the population it serves, it must change its approach to official languages. She wonders how "a public service dedicated to excellence" can "sometimes be so forgetful of

the excellence it represents."

Minister Robillard believes it is time to address a situation that has persisted for a long time. Almost 35 years after the introduction of the *Official Languages Act*, we still face many barriers in creating a public service that reflects Canada's bilingual nature, she noted. The Minister justified the change she is advocating for the public service as follows: "We should also remember that bilingualism is rooted in Canadians' deeply held beliefs in inclusiveness, tolerance and respect for others ... It is part of our democratic belief that government is responsible to the people and that its purpose is to help raise people up, not hold them down."

To bring about this change based on Canadian values, strong and continued leadership is needed, the Minister emphasized. She also questioned the relevance of continuing to use non-imperative bilingual staffing. At the same time, she wants to be fair and ensure that no one is excluded from applying for a public service job. In her speech, the Minister also questioned the effectiveness of the bilingualism bonus.

In closing, the Minister reiterated the urgency of the federal government's obligation to adopt a new approach that is workable and in the best interest of Canadians and of the public service.

The Commissioner of Official Languages, who attended the symposium, wholeheartedly welcomed Minister Robillard's comments, which reflected the main thrust of the recommendations she had made to her a few months earlier in relation to human resources modernization. Addressing the symposium participants, Dr. Adam referred to the Minister's speech, noting that the new approach to official languages put forward by Treasury Board and the government, based on respect, is a real step forward.



A Call That Made a Difference

When it comes to service in both official languages, everything is possible when there is co-operation and understanding. Consider the following example.

Last June, a group of Francophone students from Quebec were visiting a school in Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba, as part of an exchange program. The teacher in Manitoba in charge of the exchange had planned a tour of the Shilo military base. While making the arrangements for the tour with the base administration, she learned that the tour might not be available in French. Unfortunately, there was no guarantee that bilingual staff would be available at the time of the tour.

The teacher then had the good idea of contacting the regional OCOL office in Winnipeg. An officer from this office contacted the administration of the military base, and, although the base is not designated bilingual for the purposes of service to the public, it was agreed that the tour would be given in French. And so it was, to the great satisfaction of the Francophone students.

With goodwill on both sides, solutions can often be found.

Leon Leadership Prize

Each year, the Leon Leadership Award will honour the head of an institution subject to the *Official Languages Act* who has shown outstanding leadership in promoting linguistic duality and implementing the Act in his or her institution. To find out more about the Leon Leadership Award, visit the "Achievements" section of our Web site, at www.ocol-clo.gc.ca.

The Commissioner of Official Languages, Dyane Adam, presented the Leon Leadership Award for 2001-2002 to Ivan P. Fellegi, Chief Statistician of Canada, on December 10.



Canadian Association for Translation Studies Award

The Office of the Commissioner of Official Languages sponsors the Vinay-Darbelnet Award in Translation Studies offered by the Canadian Association for Translation Studies. The award is presented every two years for the best doctoral thesis in translation studies. On International Translation Day, September 30,

2002, the Canadian Association for Translation Studies presented the 2002 award to Dr. Malcolm Williams, of the University of Ottawa, for his thesis entitled *An Argumentation Centred Approach to Translation Quality Assessment*. Pictured are, from left to right: Benoît Léger, of Concordia University; Diane Rioux, representing the Office of the Commissioner of Official Languages; and the recipient of the Vinay-Darbelnet Award in Translation Studies, Dr. Malcolm Williams.

Part of Everyday Life

Some people think that broad government policies do not affect them personally or touch their day-to-day lives. This is not true, however, when it comes to the building of our social infrastructure, which places Canada at the forefront of modern societies.

As we know, the Federal-Provincial-Territorial Ministerial Council on Social Policy Renewal is currently conducting the three-year review of the Framework Agreement on Canada's Social Union. How important is this framework agreement? Extremely important, given the breadth of issues that government social programs seek to address.

In a brief setting out her views on this matter, which she presented to the Honourable Jane E. Stewart and the Honourable Peter G. Christie, the council co-chairs, the Commissioner expressed her disappointment that the framework agreement makes no mention of linguistic duality. In the Commissioner's view, this omission could, at the least, have negative impacts on Canadian unity by hampering progress toward true equality of English and French and weakening the vitality of official language minority communities. This omission has also carried over to other agreements, such as the Early Childhood Development Agreement concluded in September 2000. Dr. Adam has explicitly stated that "Canada's social union is lived out every day in English and French. It involves all areas of social activity, including health, social services, immigration, culture, the status of women, labour market development, human resources development, poverty in general and child poverty in particular, senior citizens, child care services, housing, the environment, rural development, Northern development and literacy."

Dr. Adam invited leaders to adopt a new approach. She reminded them that it is essential that the Framework Agreement on Canada's Social Union be modified to accurately reflect Canada's linguistic duality and the unwritten constitutional principle of respect for and protection of minorities. She believes that appropriate implementation measures should also be identified in the agreement, since official languages are at the very heart of Canada's fundamental values.

A Cutting-Edge Federation

Being on the cutting edge of women's issues would be one way to describe the main objective of the Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF). Recently, the Commissioner had an opportunity to meet with the chair of this vigilant, committed and effective organization, Rose-Aimée Haché, and its executive director, Brigitte Duguay. The discussion focused on the organization's major short-term and long-term projects.

Dr. Adam took this opportunity to discuss the specific needs of Francophone immigrants. In its brief to the Citizenship and Immigration Canada Steering Committee, the FNFCF submitted a series of recommendations that are consistent with those proposed by the Commissioner in her study, *Official Languages and Immigration: Obstacles and Opportunities for Immigrants and Communities*. Dr. Adam congratulated the FNFCF executive, not only for making significant contributions to the community but also for making the problems of immigrant women a priority. The FNFCF is currently working on Place aux femmes, a project designed to forge closer ties between French-Canadian women and Francophone immigrant women. The organization has also developed a program of job placements, workshops and working sessions for immigrant women to help them gain experience in order to find work.

The FNFCF spoke to the Commissioner about a number of other key issues, such as violence against women and homelessness. Dr. Adam is very interested in a Web site to be created by the FNFCF providing information on all French-language services relating to all forms of violence against women. In

partnership with Industry Canada, Communication Canada and Human Resources Development Canada, the organization will be developing various co-operative projects to educate, inform and deliver services to women through new technologies. The FNFCF is also working on a major national study, with funding from Status of Women Canada, to develop the socio-economic profile of minority Francophone women. The meeting also touched on issues such as assimilation, exogamy, and the fair distribution of government funding to official language minority communities, including women's organizations.

Following a productive exchange of ideas and suggestions, Dr. Adam congratulated the FNFCF for translating its principles into concrete action to improve the lives of Francophone women in Canada. She was delighted to see the emergence of a national coalition supported by the FNFCF. Dr. Adam regards the FNFCF as a special resource that makes an invaluable contribution to the development of Canadian society. In the great words of Simonne Monet-Chartrand, "*Chaque femme est une personne-ressource* (Each woman is a resource)."

When applied to an organization such as the FNFCF, these words ring especially true.

* *Ma vie comme rivière*, Volume 4, p. 326.



A New Resource Centre

A new resource centre, Heritage Lower St. Lawrence, opened recently in Métis-sur-Mer, Quebec. Eva Ludvig, the Commissioner of Official Languages' representative in Quebec, attended the ceremonies. The new offices are located in the Métis Beach School building.

Heritage Lower St. Lawrence is one of the newest English-speaking associations in Quebec to be funded by Canadian Heritage and is one of 20 groups that make up the Quebec Community Groups Network. Heritage Lower St. Lawrence serves the small and widely dispersed English-speaking population in the Lower St. Lawrence Region. Most of its members are from Métis-sur-Mer and surrounding areas, but some live as far away as Mont-Joli, Rimouski, Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Cacouna and Bic. According to Statistics Canada's 1996 Census data, the English-speaking population of the Lower St. Lawrence Region represents 0.5 percent of the area's population (890).

Heritage Lower St. Lawrence hopes to act as a resource centre for the English-speaking community and advocate for issues of importance to the community. Some of these issues include the preservation of the Métis Beach School, the only English-speaking school in the region. It will also work to ensure that service in English is made available to the community once known as Métis Beach, which had bilingual status under Quebec's *French Language Charter* but was recently merged with neighbouring Les Boules to create the new municipality of Métis-sur-Mer.

The association is also working on increasing English-language CBC radio service to the region and is developing a Web site and publications documenting the history of the English-speaking communities of the region. As well, Heritage Lower St. Lawrence is proudly developing a living history project in collaboration with Télévision communautaire de La Mitis.



Diversity in Canada: In Which Languages?

How much do you know about Canada? Probably quite a lot. However, if you were asked the following very topical questions, what would you say?

1. Every year, Canada welcomes...
 - o between 50,000 and 100,000 immigrants.
 - o between 200,000 and 250,000 immigrants.
 - o between 500,000 and 550,000 immigrants.
2. Through its immigration policy, Canada has always sought to maintain a balance between its English-speaking and French-speaking populations.
 - o True
 - o False

3. Proportionally, Canada's French-speaking population has...

- o twice as many immigrants as its English-speaking population.
- o the same number of immigrants as its English-speaking population.
- o fewer than one quarter of the immigrants that are part of its English-speaking population.

The answers to these questions appear at the end of this article. These are also the themes addressed in a new study* by the Office of the Commissioner of Official Languages that traces the experiences of immigrants as they settle and integrate into official language minority communities. Published in November 2002, this study outlines a series of approaches that governments must take to make official language minority communities full partners in the immigration process. At the time the study was published, the Commissioner stated that "linguistic duality is at the heart of our Canadian identity, as is our ethnocultural diversity. I believe that having two official languages has created the type of sensitivity and respect in Canada that has allowed us to welcome people of many different origins. Canadian diversity must be visible and fully expressed in both of our official languages if we are to ensure that the foundations of our country remain strong."

The Commissioner is concerned about that fact that, while one in five Anglophones in Canada is an immigrant, just one in 20 Francophones is an immigrant. Since immigration is now the single most important factor contributing to Canada's population growth, Dr. Adam considers it more important than ever that the government take measures to ensure that all Canadians benefit equitably from immigration.

This study makes practical recommendations regarding the selection, settlement, and integration of immigrants. In addition, it looks at the issues of identity and belonging within official language minority communities. Immigrants must feel that they are part of a community's collective identity in order to become fully contributing members. Dr. Adam calls for increased dialogue between newcomers and established members of Francophone communities. This will allow both sides to preserve the basic aspects of their origins while creating new communities composed of many different identities where the French language serves as a common link and a defining feature.

The study focuses on not only French-speaking communities outside Quebec but also English-speaking minority communities in Quebec. Although the English-speaking minority community in Montreal includes many immigrants, English-speaking minority communities in rural areas of Quebec have not always succeeded in attracting and retaining immigrants.

Dr. Adam expressed great interest in the study on Francophone immigration conducted by the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) for the Citizenship and Immigration Canada Francophone Minority Communities Steering Committee. Like the OCOL study, the FCFA document revealed that, although many immigrants may wish to live in French outside Quebec, the resources needed to facilitate their integration are not always available in French.

Dr. Adam is very much hoping that the government will be prompted by these two studies to ensure that immigration enhances the vitality and supports the development of official language minority communities to a greater extent. In other words, the government must take action. The Commissioner notes: "Strong leadership from the federal government on this issue will ensure that both linguistic groups can fully reflect the diversity of voices that make up our country."

* *Official Languages and Immigration: Obstacles and Opportunities for Immigrants and Communities*

ANSWERS TO QUESTIONS:

Each year, Canada welcomes between 200,000 and 250,000 immigrants. However, Canada's immigration policy has not always fostered a balance between its English-speaking and French-speaking populations. It was not until the Immigration and Refugee Protection Act, which came into force in June 2002, that the

Encounter

Each summer, young people from across Canada are given the opportunity to improve their second language skills by working in a province other than their own. This is made possible through the Summer Work/Student Exchange program, sponsored by Canadian Heritage. Last summer, the City of Gatineau, Quebec, hosted young people, mostly from Alberta and Ontario, who worked in children's day camps. Everything took place in French only.

federal government set out its commitment to supporting official language minority communities by ensuring that they benefit from immigration. The fact remains however that, proportionally, the French-speaking immigrant population in this country currently accounts for less than one quarter of the English-speaking immigrant population.

Since the Commissioner enjoys hearing from the public, especially from young people, INFOACTION asked Stéphanie Côté, an information officer, to meet with Max Duerksen from Stoney Creek, Ontario, and Ashley Geis and Christa Paterson from Edmonton. A few days before this work experience drew to a close, they kindly agreed to share their impressions with us.

First of all, they had to adapt to a situation that was quite different from a classroom, practically the only place where they had heard or spoken French. This time, it was the children at the day camp who talked with them. What an adjustment! But at the same time, what an enriching opportunity. This experience helped the summer students discover a vibrant language, spoken in a cultural context that was new to them, a city in Quebec where both official languages are heard practically everywhere.

Since the children became the teachers, the job was often fun and always very lively. The monitors had never before had the opportunity to converse with Francophone children whose vocabulary and accent were different from the French spoken by their teachers in class. The children's spontaneity did not give them a chance to look things up in a dictionary or search for just the right expression. And very often, the children taught them new expressions.

For the first time, the summer students learned just how important it is to understand and speak Canada's two official languages. They understood that the purpose of learning their second language is first and foremost to be able to communicate. They all agreed that this experience taught them that, if Canadians want to form a truly united country, they must first talk to each other. They will then be able to learn more about each other and respect each other's differences. In short, they discovered that the two linguistic groups are not so different from each other. They feel privileged to have experienced these six weeks, which gave them an opportunity to apply what they had learned, improve their spoken French and broaden their horizons by experiencing a Canadian reality that was once unknown to them.

They felt that living in a Francophone community and, more specifically, communicating with children helped greatly in improving their knowledge of their second language. Unfortunately, they said, too few young people learning French as a second language have this opportunity. Their experience in Gatineau has convinced these summer students that French is not a language limited to books and a classroom. It is a language spoken by millions of people in Canada.

As our discussion progressed, we touched on the issue of official languages in general. The students wondered about opportunities to speak and work in French in Canada. They hear hardly any French outside of class and admit it is not easy to find the motivation to study the language. They would like to see governments invest more in teaching English and French as second languages. They would also like to see Canadian universities offer more French-language programs. They said that, too often, young people who have studied French for 12 years do not have the opportunity to continue their education at the post-secondary level in French without having to "go into exile." Unfortunately, this means they forget what they have learned. The students spoke about intolerance between the two linguistic groups, which they said is often rooted in a lack of familiarity.

These young people give us hope for the future. They are our leaders of tomorrow, and we will not have to convince them of the role and importance of official languages. That is the bright spot on the horizon that came out of our meeting with these three visiting young people.

Come read with me!

A terrific new contest is now open to students at English-language elementary schools in Quebec. The first edition of the COME READ WITH ME! contest was launched on January 27, 2003, by Literacy Partners of Quebec and the Quebec Federation of Home and School Associations, in conjunction with OCOL, at celebrations marking Family Literacy Day.

This contest aims to promote literacy through reading among young Anglophones living in English-speaking minority communities. It is open to all pupils from kindergarten to grade 6 enrolled in a school belonging to one of the nine English-language school boards in Quebec or to the Littoral School Board.

How to enter the contest? Very simple. Information can be obtained from the students' school office or by visiting www.nald.ca/lpq/read.htm, where the contest rules and a registration form are posted. The contest deadline is May 7, 2003. Good luck to all students who take part in COME READ WITH ME!

Figures that send a message

On December 10, 2002, Statistics Canada released the fourth wave of 2001 Census data on Canada's changing linguistic makeup and migration and mobility patterns. These data also provide answers to a new Statistics Canada question about languages regularly used at home. INFOACTION will of course not present the myriad figures from the latest census or provide in-depth analysis of the data. Above all, it wishes to share with readers some thoughts and observations from the Commissioner of Official Languages.

What picture does Statistics Canada paint of languages in Canada in 2001? The census results clearly show that Canada is increasingly a bilingual and even multilingual society.

The growing number of immigrants whose first language is neither English nor French is changing Canada's linguistic makeup.

As the Commissioner noted when these data were published, bilingualism is clearly on the rise, especially in Quebec, where 40 percent of the population considers itself bilingual. Among Anglophones in Quebec, the rate of bilingualism is 66 percent. In Dr. Adam's opinion, Canada increasingly supports bilingualism and multilingualism. If this trend continues, the Commissioner hopes this will also mean that Canadians will be much better equipped to deal with growing globalization.

Dr. Adam is nevertheless concerned to see that, for the first time since 1990, bilingualism has dropped slightly among young people outside Quebec. She wonders whether this drop is due to the cuts in government funding for second language instruction.

The Commissioner also notes a slight increase in the real number of Francophones outside Quebec, as well as migration of Francophones from Quebec to other provinces in Canada. While their number has risen slightly, Francophones account for a reduced proportion of Canada's population. This is due to the higher levels of immigration to Anglophone communities. Dr. Adam stresses the daily challenge to minority French-language communities posed by the healthy coexistence of the two official languages and sometimes even a third language at home or outside the home. In spite of this, French is alive and flourishing in these communities.

The data also show that the English-speaking population in Quebec has dropped, a trend that has continued since the last census. Dr. Adam is concerned about this significant decrease. She hopes Quebec will not lose the critical mass that is essential to the survival of minority institutions such as schools, cultural organizations, social and community services, colleges and universities.

We must nevertheless move past an approach that divides the population into Anglophones and Francophones. Some Canadians participate not only in one of the linguistic communities but in fact in both communities at the same time. The challenge is not to count these people as either Anglophone or Francophone, but instead to recognize that a person may participate in, contribute to and enjoy life in both linguistic spaces. Learning a second language or participating in another language group is not harmful to the initial language group. If the second language learned complements the first language rather than replacing it, the presence of the two languages is enriching and not detrimental to the two language groups in question. The new data on language of work show that the use of both official languages can be complementary.

Dr. Adam sees the census data as a very clear sign that action is urgently needed. She would like to see the new funding announced in the Action Plan tabled by the Minister Stéphane Dion, make the necessary shift in direction to revitalize the official languages program.

The Government and the Use of the Minority Press

The government places ads in newspapers to effectively communicate with the Canadian public. For several years, the Office of the Commissioner of Official Languages has received numerous complaints about the fact that, when federal institutions place advertisements in newspapers, they often do not publish them in the minority official language press. These ads are in fact not always printed in the English-language newspapers in Quebec and the French-language newspapers outside Quebec, as required by the *Official Languages Act* (sections 11 and 30). Between 1998 and 2001, the Office of the Commissioner of Official Languages received 850 complaints regarding failure to publish advertisements in the print media. This represents 20 percent of all complaints received.

After receiving numerous complaints, the Commissioner decided to examine this situation and released a study in November 2002.* Dr. Adam recognizes that government advertising process is complex and involves several players. The study examines exactly how this process is managed in some 20 federal institutions.

The study contains a series of specific recommendations providing the government with a more effective framework for this process, to ensure that it acts in accordance with the *Official Languages Act*. It is incumbent on each federal institution to develop clear and consistent internal guidelines on its official language obligations with regard to advertising. These guidelines must specifically address the requirements of the Act. "Federal institutions need to equip responsible managers with the information and tools required for complying with their official language obligations in all aspects of their advertising. Having done so, they must then ensure that the policies and guidelines are respected," concludes Dr. Adam.

When she released the study, Dr. Adam stated that, with a readership of almost one million people across the country, minority official language newspapers are important communication tools. Official language minority communities rely to a great extent on their newspapers to be informed of current events relating to their community and government activity. The Commissioner does not mince words in urging the government to act: "I expect the government to comply without delay with its language obligations relating to advertising and to improve its processes in order to reach these communities and support the official language minority press by using it as a means of communication." Dr. Adam will closely monitor the government's follow-up on this study's recommendations.

* *The Use of the Official Language Minority Press by Federal Institutions*

Recent Publications * 2001-2002 Language Rights Report

* *The Single Window Networks of the Government of Canada*

* *Official Languages and Immigration: Obstacles and Opportunities for Immigrants and Communities*

* *The Use of the Official Languages Minority Press by Federal Institutions*

You can find a complete version of these recent publications at: www.ocol-clo.gc.ca, under Publications.

You can also order them:

* by phone: (613) 996-6368 or 1 877 996-6368;

* online at (www.ocol-clo.gc.ca): under *Contact Us*, click on *Orders*

A First

The Commissioner often appears before various parliamentary committees. One of these appearances, last December, was symbolic as it was the first time the Commissioner had appeared before the newly created Senate Standing Committee on Official Languages.

The main purpose of Dr. Adam's presentation was to remind the committee of the major findings of her latest annual report and to present the Office of the Commissioner's major courses of action. The Commissioner emphasized the government's formal commitment to linguistic duality, which was renewed in the most recent Throne Speech. This commitment gives many Canadians hope and create legitimate expectations. The action plan tabled by Minister Dion's will be the cornerstone for the renewal of the government's official languages program. When she appeared before the committee, the Commissioner stated that the plan must include adequate financial resources that will demonstrate the government's will to put its commitment to official languages into action. "The government must not limit itself to a succession of incoherent mini-reforms without a clear end goal. Once more, I call upon the government to develop an overall vision

supported by objectives, deadlines and mechanisms to assess results. These are essential for ensuring

that the action plan is implemented successfully," said Dr. Adam.

She told committee members how pleased she was with the results of a recent survey showing that federal government employees strongly support the general principles behind the government's language policies. She pointed out that it is time for a change in culture and that management must lead by example. The culture change will be achieved through the modernization of the public service, which should:

- make senior federal officials more accountable by redefining the governance framework for official languages;
- promote bilingualism as a basic skill;
- staff bilingual positions with people who have a knowledge of both official languages (imperative staffing);
- rethink language training;
- emphasize receptive bilingualism.

Dr. Adam gave committee members numerous examples of how she fulfills her monitoring role in a systematic and consistent manner. She takes a proactive approach by getting involved at the drafting stage of acts, regulations, policies and programs with regards to official languages. For example, she has been involved in various issues in areas such as health, physical activity and sport, broadcasting (including subtitling and the broadcast of parliamentary debates), and the new legislation on citizenship and immigration.

In closing, Dr. Adam encouraged members of the Senate Standing Committee to carefully review the government's action plan, the *Environmental Scan* by the Department of Justice, which looks at the availability of legal services in both official languages, the modernization of the public service, and the status of official languages in Crown corporations and other institutions subject to the *Official Languages Act*. She hopes that we can create the synergy needed to bring us closer to the overall goal of leading the Canadian public to rightfully recognize linguistic duality as a fundamental Canadian value. Dr. Adam assured committee members of her full co-operation and thanked them for their support.



Canada: A Model to Be Emulated

Canada is not the only country working to ensure the equality of at least two official languages. The government of the Republic of Ireland is currently studying a bill to promote and protect the Irish language. This national and historic language is closely linked to Irish identity, although it is spoken by only 5 percent of the country's population.

In January 2003, Comhdháil Náisiúnta na Gaeilge, an umbrella group of Irish-language volunteer and community organizations, invited the Commissioner of Official Languages to Dublin. Since the Irish government is planning to adopt legal measures with regard to official languages, the organization asked Dr. Adam to share Canada's experience in this area. This bill drafted by the Irish government is largely based on Canada's *Official Languages Act*. The Irish government even proposes that the position of commissioner of official languages be created. This would be the first such position to exist outside Canada. In Ireland, the Commissioner described her role, her mandate, language rights in Canada, and the obligations of public institutions in this regard.

During her visit, the Commissioner met with the minister responsible for promoting the Irish language. Dr. Adam also gave several interviews to the Irish media.

In a speech she gave in Dublin, the Commissioner explained that recognition of the equality of status of Canada's official languages, English and French, is now part of the values shared by Canadians and that linguistic duality is the glue that holds our society together. She stressed that Canadians have come to recognize that upholding English and French as our country's official languages is closely linked to effectively managing the increasing diversity within our borders.

Dr. Adam was proud to be given the opportunity, in light of Canada's over thirty years of experience, to put forward practical suggestions to assist Ireland in implementing legislative measures relating to official languages. Her Irish hosts remarked that they had been greatly inspired by Canada's experience in respecting language rights.

Office of the Commissioner of Official Languages Award - Best Feature Story

On November 12, 2002, Bianka Bernier, Marjorie Brisson, Stéphanie Godbout, Ève Marier-Marceau, and Catherine Vermette received a \$1000 bursary from the Office of the Commissioner of Official Languages for the Best Report in a 2002 Rendez-vous de la Francophonie Award contest. These students from École secondaire Saint-Charles, Quebec, travelled to Regina as part of a student exchange program along with 14 other students from their school.

After this exchange, they wrote a report on the differences between young Quebecers and young Franco-Saskatchewanians. Their feature story was very personal and reflected the writers' enthusiasm for the subject. As well, it provided an accurate picture of the lives of young people living in French-speaking minority communities in Saskatchewan.

American cousins
Nine American cousins of ours, from different parts of the USA including one international student from France aged between 25 and 55, paid the Quebec Regional Office of the Commissioner of Official Languages in Montreal a most pleasant visit last summer. On the left: Mr. Carlos del Burgo, Professor, Department of Languages and Translation, McGill University with 8 students from Monterey Institute of International Studies.

Single Windows: A Promising Avenue

On January 28, 2003, the Commissioner of Official Languages, Dr. Dyane Adam, published a study* examining the single-window networks created by the federal government to provide access to information on its various services and programs.

Dr. Adam regards this as a promising initiative: "The single-window networks are a new way of meeting the needs of the Canadian public, offering in one location the services of the federal government, and sometimes those of several orders of government or of the private sector as well. This 'one-stop-shopping' model may serve as an effective tool in improving the quality of service delivery in both official languages, in view of the weaknesses my Office noted in several parts of the country during its

most recent audits."

So far the federal government has created two major single-window networks. The first is the Canada Business Service Centres Network (CBSC), which is the result of co-operation among 37 federal departments, provincial and territorial governments, and, in some cases, the private sector and universities. It comprises 13 major centres, that is, one in each province and territory, and a wider network of 382 regional partners providing access in small communities across the country. The other major network consists of 229 Service Canada access points for in-person service. This network is supported by the 1 800 O-CANADA line and the Canada Web site.

Dr. Adam believes that the single-window networks have undeniable advantages for Canadians. These advantages are even more apparent for official language minority communities, since 'one-stop shopping' allows them easier access to a wide range of services in their own language without consulting other sources, some of which may not be equipped to provide assistance in their language.

The Commissioner singles out the Canada Business Service Centres in New Brunswick and in Quebec (Info entrepreneurs) as providing an exemplary level of bilingual service. In Manitoba, two in-person access centres opened their doors in 2002, in St. Boniface and St. Pierre-Jolys. As well as offering services from all three levels of government in both official languages in one location, these centres are public spaces where Francophones can use their language in the workplace.

In this study, the Commissioner makes several recommendations to the federal government to ensure that single-window networks meet the requirements of the *Official Languages Act*. She urges government authorities to take the necessary steps to make this initiative successful: "I strongly encourage the government to commit the necessary resources for the long term to maintain and improve this initiative, which offers many advantages. By adapting the single-window networks to local and regional needs, the federal government is furthering its commitment to enhance the vitality of Canada's minority official language communities."

* *The Single Window Networks of the Government of Canada*

In Closing... Words from the Commissioner

In her address to parliamentarians, the Commissioner expressed her disappointment at the fact that deputy ministers are currently exempted from language requirements that apply to managers in the public service.

"Paradoxically, the government requires that its managers be bilingual, but does not extend this requirement to the heads of federal institutions. At the time they commence employment, new senior public servants should be informed of the requirements of the *Official Languages Act* and of the values on which this Act is predicated. It is crucial that they be given information in this regard and that they be equipped to manage the Official Languages Program. They must be made aware that they are ultimately responsible for ensuring that these values are reflected in the organizational culture of their respective institutions. In short, they must exemplify the government's commitment to the equality of status and use of Canada's two official languages and to employees' right to work in their preferred official language."

Address to the House of Commons Standing Committee on Official Languages, on December 9, 2002.

"Much of Canada's diversity is the result of immigration. It is therefore important to note that a new law governing immigration came into effect in June 2002. This law signals the most important change in Canada's immigration policy in 25 years. I am pleased to note that the new law incorporates many of the recommendations that I made to Parliament and to the Minister of Immigration. For the first time ever, the Government of Canada has explicitly set out its commitment to supporting the vitality and development of Canada's English and French linguistic minority communities through immigration. The Minister of Immigration, Denis Coderre, realizes how important it is that all Canadians benefit from immigration. One of his much-publicized concerns is to encourage more immigrants to settle outside Canada's three largest cities. However, he also seeks to achieve a fairer distribution of immigrants between Canada's two official language communities. This is especially important, given that French-speaking Canadians, both in Quebec and in the other provinces, receive only one quarter of the immigrants they should be receiving, in view of their demographic weight."

"My office will itself be starting to co-host some of the 3,000 citizenship ceremonies held in Canada every year. Through our involvement, we hope to make these ceremonies even more special and to celebrate Canada's linguistic duality with the immigrants from every part of the world who join the Canadian family in these ceremonies."

"In order to build on our Canadian framework of duality and diversity, we need two basic ingredients: we need the commitment of our various levels of government, but we also need to develop a mindset that recognizes and understands the interdependence between official languages and pluralism. The future belongs to the communities that welcome all those who wish to join them."

Speech given at the conference The Governance of Diversity in Canada: Prospects and Prospectus, held in Montreal on January 23, 2003

Date modified: 2007-09-06

